



Comment relancer la coopération entre l'Union Européenne et les organisations ouest-africaines (CEDEAO, l'UEMOA et la CEN-SAD) pour répondre aux défis migratoires sécuritaires et démocratiques en Afrique de l'Ouest ?

Depuis juillet 2023, la République du Niger est dirigée par le Conseil national de la patrie, sous la présidence de Abdourahamane Tshiani. Celui-ci s'est montré prudent nonobstant pragmatique vis-à-vis de l'Europe. Certains liens franco-nigériens ont été rompus au profit d'alliances plus traditionnelles, notamment avec le Mali et le Burkina Faso au sein de l'Alliance des Etats du Sahel. Pour la République du Niger, la souveraineté nationale prime ; en d'autres termes si nous sommes ouverts à une coopération entre les pays de l'Afrique de l'Ouest et l'Union Européenne nous rejetons les conditionnalités politiques et toute forme d'ingérence étrangère. Néanmoins le Niger valorise tout programme économique, sécuritaire, et migratoire, s'il est équilibré, apportent des bénéfices concrets et respecte la souveraineté nationale..

Pays enclavé d'Afrique de l'Ouest, le Niger est confronté depuis plusieurs années à des défis de taille : Notre pays subit directement les conséquences de l'insécurité régionale. Entre stabilité nationale fragilisée par la menace terroriste, domination européenne des secteurs nationaux clés tels que l'exportation d'uranium, fragilisation de la coopération régionale, et une position géographique transitoire concernant la migration croissante vers l'Afrique du Nord et l'Europe. C'est dans ce contexte, que la relance de la coopération euro-africaine est un enjeu majeur pour la stabilité et le développement du Niger.

Notre pays, membre de l'Union Africaine et des Nations unies, réaffirme son attachement au multilatéralisme et appelle au dialogue.

Le Niger a historiquement engagé des actions visant à lutter contre le trafic de migrants et à encadrer les flux migratoires, avec la loi 2015-36 notamment. Parallèlement, le Niger et l'Union européenne ont beaucoup travaillé en tant que partenaires de confiance dans la région du Sahel et se sont engagés dans plusieurs initiatives conjointes portant sur la migration et des questions de sécurité, notamment la lutte contre les réseaux criminels. En effet lors de notre mandat en tant que membre du conseil de sécurité de l'ONU (axé sur la région du Sahel et les défis sécuritaires liés au climat), et en partenariat avec Frontex, notre pays au côté de L'Union Européenne est parvenu à prolonger le mandat de la mission civil EUCAP Sahel jusqu'en 2022. Cette coopération nous a permis de renforcer l'efficacité des domaines d'interventions au Niger et au Mali, tels que : la formation, la gestion des frontières et la consolidation du respect des droits de l'homme au sein des forces de sécurité intérieure. Ce partenariat a contribué à sauver des vies, à démanteler les réseaux criminels, à prévenir l'exploitation des migrants et à protéger leurs droits fondamentaux. Ces initiatives parmi d'autres témoignent de la volonté du pays à participer activement à la régulation migratoire, sans entraves aux intérêts nationaux.

De plus, le Niger demeure un acteur mondial clé sur le marché du combustible nucléaire. Ainsi entre 2020 et 2023 la part d'uranium nigérien constitue le quart des importations européennes. En outre, le Niger est en

plein développement concernant l'or et le pétrole, dans cette optique nous sommes prêts à échanger équitablement avec l'Union Européenne selon nos avantages comparatifs respectifs.

Dans le cadre de la stratégie européenne Global Gateway, la République du Niger a bénéficié d'un investissement de 66 millions d'euros pour renforcer son système éducatif et former sa jeunesse, ce qui témoigne de l'engagement concret de l'Union européenne envers le développement humain et socio-économique du pays. Cet appui s'inscrit dans une perspective plus large d'investissements durables et de projets structurants entre le Niger et l'Union européenne, annonçant des opportunités accrues de coopération future dans des domaines tels que l'éducation, la sécurité et l'économie.

Le Niger étant une région majoritairement désertique, cela handicap le pays dans le développement du secteur agricole. De fait aux côtés des autres membres de l'Union Africaine, l'Union Européenne s'est impliquée dans notre projet la "Grande Muraille Verte Sahélo-Saharienne", une initiative qui vise à lutter contre le réchauffement climatique et la désertification des régions menacées en Afrique en créant une mosaïque d'écosystèmes verts et productifs en Afrique du Nord, au Sahel et dans la Corne de l'Afrique. Le but étant de développer une agriculture durable, renforcer la sécurité alimentaire et réagir face aux changements climatiques, tout en impliquant les communautés locales. A ce titre, la démographie particulièrement jeune du Niger constitue un atout majeur : elle représente une main-d'œuvre dynamique susceptible de participer activement aux projets environnementaux, agricoles et économiques, à condition que des investissements adéquats en formation et en emplois soient mis en place.

Afin de relancer la coopération entre l'Union européenne et les organisations régionales ouest-africaines, notre pays propose divers programmes et dispositions, préconisant les discussions internationales et appelant à un soutien institutionnel.

Tout d'abord nous considérons une révision des conditionnalités du CEDEAO, afin d'envisager la création d'un mécanisme tripartite : CEDEAO, AES, UE. En effet, nous estimons que coordonner les efforts et moyens eur-africains garantira la sécurité et développement en Afrique de l'Ouest. Comme évoqué plus tôt, nous avons besoin de financements européens, des investissements ciblés dans l'industrialisation locale (raffinage, transformation minière, agro-industrie), nous comptons par conséquent faire appel à un partenaire antérieur, et reprendre le dialogue avec celui-ci : la multinationale française Orano.

Ensuite, plutôt qu'une présence militaire étrangère directe, le Niger souhaite mettre en place une nouvelle architecture sécuritaire régionale, fondée sur un soutien logistique.

La République du Niger considère que la relance de la coopération entre l'Union européenne et les organisations régionales ouest-africaines est possible, et nous y sommes favorables, mais uniquement sur la base d'un partenariat équitable, respectueux de la souveraineté et centré sur la sécurité et le développement durables. La position du Niger peut être qualifiée de réaliste: nous sommes prêts à proposer des mesures viables et réévaluer les anciennes dispositions, pour collectivement trouver des solutions aux problèmes sécuritaires, de développement, économiques et migratoires. Le pays demeure ouvert à la coopération avec l'Union européenne, à condition que celle-ci soit équilibrée, mutuellement bénéfique et alignée sur les priorités stratégiques sahéliennes.

*Douik Ferial représentante du Niger,*